

Un soutien tardif

La ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, madame Brigitte Girardin, a effectué une visite en Mauritanie, les 15 et 16 juin derniers. Une visite qui est destinée à relancer les relations quelque peu affectées par la réaction, jugée "inappropriée", des autorités françaises à l'attaque de "Lemgheiti".

Au terme de sa visite de 48 heures en Mauritanie, Mme Girardin a tenu un point de presse au cours duquel elle a souligné que cette visite intervient dans un moment particulier pour la Mauritanie qui vient, dit-elle, "de connaître un drame épouvantable suite à l'attaque du poste militaire de Lemgheyti". après que le président Jacques Chirac ait manifesté "tout son soutien, son amitié au peuple et au président de la République", il était "mon tour de venir apporter toute notre solidarité au peuple et au gouvernement mauritaniens". Un gouvernement mauritanien qui a mal compris la première réaction du porte-parole du quai d'Orsay dont les propos sont jugés confus en ce qui concerne l'identité des auteurs, désignés pourtant officiellement par la Mauritanie, dès les premiers instants, comme des éléments du GSPC algérien. La visite de la ministre française, même si elle est destinée à mieux cerner les contours de la coopération entre les deux pays, comme le prétend Mme Girardin, est perçue dans certains milieux comme un acte qui vient rectifier le tir français

après cette attaque. La Mauritanie peut-elle compter sur le soutien de son allié français en cas de pareille attaque, rien ne permet de le confirmer après le coup de Lemgheyti. La venue des experts militaires américains avant celle de la ministre française a beaucoup ajouté aux énormes supputations selon lesquelles le geste français n'est autre qu'une réaction par rapport à l'offensive politico-diplomatique américaine dans la sous région. Même si du côté français, on se refuse à toute approche concurrentielle, préférant parler plutôt d'initiatives complémentaires.

Au cours de son point de presse, Mme Girardin a déclaré aussi que sa visite s'inscrit dans le cadre d'un désir de "voir de plus près comment la coopération française peut s'articuler, de façon efficace, aux grands objectifs et aux grandes priorités de (notre) partenaire mauritanien". Une manière efficace, dit-elle en substance, pour mieux cibler l'aide et la coopération sur les priorités souhaitées. Il est clair, poursuit la ministre, que "l'éducation est un domaine dans lequel la France est très présente et (j'ai) pu constater qu'il y a une forte volonté politique en Mauritanie de demander davantage d'appui à la France, notamment tout ce qui concerne l'enseignement du français". Mais, précise-t-elle, "les autres secteurs, la santé, l'infrastructure et l'environnement, tout comme la décentralisation et la bonne gouvernance ont été largement évoqués dans les différents entretiens". A cet effet, "la France peut construire avec la

Mauritanie un partenariat très intéressant pour fructifier ces relations et les épanouir dans un climat d'avantages et de respect mutuels". Il a été également question des évolutions récentes que le pays a connues, de son rôle sur les plans régional et international et de ses relations avec les institutions financières mondiales.

Par rapport à une question sur les incidences éventuelles que pourrait avoir le procès du capitaine Ely Ould Dah, qui s'ouvrira à partir du 29 juin, sur les relations entre les deux pays, Mme Girardin a déclaré que "le procès ne doit pas affecter ces relations dans la mesure où les gouvernements n'ont aucune responsabilité directe ou d'interférences à faire, dans une affaire qui relève uniquement de la justice." Façon très diplomatique de répondre quand on sait que ladite affaire avait été à l'origine de la suspension brusque et unilatérale, de la part de la Mauritanie, de toute coopération militaire entre les deux pays en 99, et le renvoi de deux diplomates français chez eux. Quand le capitaine avait quitté la France à l'époque, les associations pour la défense des droits de l'Homme avaient pointé du doigt la complicité du gouvernement français. La reprise, timide, de cette même coopération souffre encore de cette affaire, dont le retour risque une nouvelle fois d'affecter une coopération qui a du mal à prendre de l'élan depuis une bonne décennie.